

Discours de Marylise Léon, Secrétaire Générale de la CFDT
Rentrée CFDT – 25 août 2026 - Cité des Sciences et de l'Industrie

Seul le prononcé fait foi

Introduction

Mes chers camarades,

Merci à toutes et tous d'être là, et merci aux intervenantes et aux intervenants qui ont accepté de participer à nos tables rondes et de contribuer à ce rendez-vous de rentrée.

Cette rentrée arrive vite.

Il y a deux mois seulement, nous étions réunis en congrès à Bordeaux pour débattre et décider ensemble de notre feuille de route syndicale pour les quatre prochaines années.

Dans cette feuille de route, nous avons voulu remettre, je dirais à leur **juste** place, les services publics.

Les services publics, l'action publique et celles et ceux qui, tous les jours, les font vivre. Parler des services publics, c'est parler du travail et des conditions dans lesquelles des millions d'agentes et d'agents exercent leur métier. C'est parler de l'école, de la santé, de la justice, de la sécurité, des transports, de l'accompagnement social, des collectivités territoriales. C'est parler du cadre de vie quotidien sur l'ensemble du territoire national. C'est parler de la vie de 68 millions de personnes. Les services publics font partie de notre vie, à tous les âges, sans parfois même que nous en soyons conscients.

C'est aussi poser des questions simples : qu'attendons-nous aujourd'hui de la puissance publique ? Et quels sont les moyens pour répondre à ces attentes ?

On peut voter des lois, annoncer des plans, fixer des objectifs ou afficher des priorités. Mais à la fin, il faut toujours quelqu'un pour faire le travail. Si les agents n'ont plus les moyens de le faire correctement, si les postes manquent, si les équipes s'épuisent, si les conditions de travail se dégradent et si les rémunérations décrochent, alors ce n'est pas seulement la situation des agents qui se dégrade : c'est l'action publique elle-même.

Pour la CFDT, il n'y a pas, d'un côté, la qualité du service rendu aux citoyens et, de l'autre, les conditions de travail de celles et ceux qui le rendent. Les deux vont ensemble.

1. Changement climatique

Et les conditions dans lesquelles on travaille ne concernent évidemment pas les seuls agents publics. Cet été nous l'a rappelé avec brutalité : face au changement climatique, ce sont tous les travailleurs et travailleuses, dans le public comme dans le privé, qui voient déjà leurs conditions de travail se transformer.

La chaleur a mis les corps et les esprits à rude épreuve. Nous avons vu des bâtiments et des horaires de travail inadaptés aux températures que nous avons connus, des équipements insuffisants et des travailleurs qui malgré tout continuent à assurer leur mission.

Les premiers bilans provisoires font état d'une augmentation de plus de 7 300 décès recensés pendant les épisodes de chaleur depuis la fin du mois de mai.

7 300 morts, ce n'est pas un chiffre que l'on peut regarder en continuant de parler d'un été juste "un peu plus chaud que les autres".

Et cet été, il n'y a pas eu que la chaleur. Il y a eu les feux, et des milliers de sapeurs-pompiers, professionnels et volontaires, mobilisés pendant des jours dans des conditions extrêmement difficiles.

Je veux les remercier. Remercier celles et ceux qui ont combattu les flammes, ceux qui sont venus en renfort parfois de très loin, ceux qui ont travaillé jour et nuit pour protéger les habitants, nos forêts et nos territoires.

Nous parlons aujourd'hui des services publics. Cet été, nous avons vu très concrètement ce que cela signifie : des femmes et des hommes qui vont au feu lorsque les autres doivent partir.

Cet engagement mérite des applaudissements.

Mais pas uniquement des applaudissements. La CFDT a dénoncé l'insuffisance des effectifs et des moyens, notamment de certaines protections respiratoires face aux fumées et aux particules auxquelles les sapeurs-pompiers sont exposés. On ne peut pas demander à des agents de prendre de tels risques pour protéger la population et considérer ensuite que leur protection serait secondaire.

Comme pour tant d'autres professions, les remercier, c'est se préoccuper de leurs conditions de travail, de leur santé, de leurs équipements, des effectifs et des moyens dont ils disposent.

Je vous parle ici du changement climatique. Et une question me préoccupe : pourquoi ce sujet est-il encore aussi absent du débat politique ? Ou, lorsqu'il est présent, c'est pour sombrer dans la caricature entre celles et ceux qui voudraient tout interdire et d'autres qui voudraient ne rien changer ?

Le réchauffement climatique est une question **scientifique**. Et tant pis si j'enfonce une porte ouverte, mais l'expertise scientifique compte.

Nous n'avons pas à décider tous les cinq ans si nous « **croyons** » ou non au changement climatique et l'impact des activités humaines. Ce n'est pas une opinion ! C'est un fait !

On pourrait croire qu'avec la hausse des températures, le déni climatique finirait par fondre. Visiblement, ce n'est pas encore le cas partout. L'extrême droite, qui a longtemps entretenu le doute sur l'origine humaine du changement climatique, affirmait encore récemment ne pas être sûre que l'activité humaine soit « l'origine principale » du changement climatique.

Ils sont pleinement responsables, avec leurs discours populistes sur l'écologie punitive, de la situation actuelle !

La connaissance existe, elle progresse, et nous sommes aujourd'hui dans un lieu qui l'incarne bien et qui a précisément vocation à la diffuser : la Cité des sciences et de l'industrie.

Le dérèglement climatique est établi par des scientifiques, il n'est pas "naturel" mais bel et bien provoqué par l'activité humaine. Et les travailleurs comme tous les citoyens l'expérimentent malheureusement dans leur quotidien, avec des salariés privés d'emploi, certains qui ont dû être évacués, des villages entiers brûlés...

La science, au-delà des températures et méga feu de l'été, nous dit ce à quoi nous sommes confrontés aujourd'hui et ce qui nous attend demain.

Mais le temps du climat n'est malheureusement pas le temps électoral. Aucune mesure prise aujourd'hui n'aura d'effet spectaculaire dans deux mois ou dans deux ans. Certaines décisions protègent immédiatement, bien sûr, mais transformer nos infrastructures ou réduire durablement nos émissions, cela produit des résultats bien après un mandat.

Une question se pose : les élus ne sont-ils pas tentés d'écarter les décisions sans bénéfice immédiat ? Je ne veux faire de procès d'intention à personne, mais ce risque existe lorsque le coup de com ou le calendrier électoral devient l'unique unité de mesure de l'action publique.

Et pourtant, c'est cela, gouverner : prendre parfois une décision dont on ne récoltera pas soi-même les fruits. Quand je dis qu'il faut sortir de la matrice électorale permanente, je le pense aussi pour cela. Nous devons remettre l'intérêt général avant le gain électoral immédiat.

Le Premier ministre a parlé tout à l'heure d'un « nouveau régalién » qui intégrerait la transformation écologique. Nous partageons cette idée : protéger la population, préparer les territoires et adapter notre économie au changement climatique relèvent désormais pleinement de la responsabilité de l'État.

Et arrêtons de considérer les travailleurs et les électeurs comme des personnes à qui il faudrait cacher la difficulté des choix. Les conséquences de l'inaction, les travailleurs les connaissent parfaitement. Ils en sont souvent les premières victimes dans les entreprises et les administrations. On peut leur dire qu'une transformation coûtera de l'argent,

prendra du temps et demandera parfois des efforts. La responsabilité politique consiste à assumer les décisions qui permettent au contrat social de tenir, à une condition : que les efforts soient justes et équitablement répartis.

On ne peut pas demander à quelqu'un qui n'a aucune alternative à sa voiture de payer seul la transition des transports, ni à un ménage qui peine déjà à se chauffer de financer seul la rénovation de son logement, ni à un travailleur de changer de métier sans lui donner les moyens de se former.

La transition écologique ne se produira que si elle est aussi une transition de justice sociale. Et notre rôle est précisément de faire entrer ces transformations dans le dialogue social, avec les travailleurs et non contre eux.

2. Les services publics sont aussi une richesse

Cet enjeu nous amène forcément aux moyens à y consacrer.

Une mauvaise habitude semble avoir été prise dans le débat : lorsqu'on parle des services publics, on commence presque toujours par parler de leur coût. Il est plus que temps de parler aussi de ce qu'ils permettent.

Quand une personne trouve une solution pour faire garder son enfant, elle peut travailler. Quand elle accède rapidement à des soins, elle évite parfois que son état de santé ne s'aggrave. Quand un jeune bénéficie d'une formation de qualité, il peut ensuite trouver sa place dans le monde du travail. Et quand un territoire dispose d'une école, d'un accès aux soins, de transports et de services publics accessibles, il reste attractif pour les habitants et habitantes comme pour les entreprises.

Notre modèle ne fonctionne pas parfaitement et nous le savons : déserts médicaux, difficultés de l'école, délais d'accès à certains droits, services sociaux débordés, fuite de données, agents épuisés.

Défendre les services publics, ce n'est donc pas défendre l'existant par principe. C'est vouloir qu'ils fonctionnent mieux, c'est vouloir qu'ils évoluent pour répondre aux besoins et disposent des moyens nécessaires. Et cela suppose d'écouter et de construire avec celles et ceux qui les font vivre.

3. L'État employeur doit prendre ses responsabilités

L'État, c'est son rôle, régule et encadre.

Des normes organisent le dialogue social dans les entreprises, le code du travail impose aux employeurs de prévenir les risques professionnels ou encore de négocier sur les rémunérations, l'attractivité des métiers, les compétences ; le champ des négociations collectives obligatoire est vaste.

C'est indispensable.

Mais ce que l'État régulateur demande au secteur privé, l'État employeur à bien du mal à se l'appliquer.

Dans les fonctions publiques, les difficultés d'attractivité sont connues : rémunérations, carrières, effectifs, conditions de travail, reconnaissance et parfois tout simplement impossibilité de continuer à faire correctement son métier.

Lorsque des centaines de milliers d'agents ont un traitement indiciaire inférieur au SMIC et doivent bénéficier d'une indemnité différentielle pour l'atteindre, il faut arrêter de tourner autour du pot : il y a un sujet de rémunération dans les fonctions publiques.

Et lorsque nous le disons, on nous répond immédiatement : finances publiques et dette.

Mais les finances publiques ne peuvent pas servir à fermer le débat avant même qu'il commence, parce que derrière des rémunérations qui décrochent, il y a des concours qui attirent moins, des recrutements qui n'aboutissent plus, des départs et des services qui fonctionnent en sous-effectif.

Un État qui veut des services publics efficaces doit donc assumer et travailler sur sa responsabilité d'employeur.

4. Les élections dans les fonctions publiques

Le 10 décembre prochain, près de 5,8 millions d'agents publics seront appelés à voter. Dans un peu plus de trois mois, notre représentativité sera fixée pour quatre années.

Nous n'allons pas simplement chercher des sièges dans des instances. Ces élections détermineront notre capacité à peser face à l'employeur public sur les rémunérations, les carrières, la protection sociale complémentaire, la santé au travail, les effectifs ou encore l'organisation des services.

Notre objectif est clair : **reconquérir la deuxième place dans les fonctions publiques.**

Et cette campagne, nous allons aller la réussir.

Parce que nous représentons le plus de travailleurs et de travailleuses. Parce que nous connaissons leurs réalités : les plannings refaits sans cesse faute de remplaçants, les carrières qui stagnent, les agents qui aiment leur métier mais ne supportent plus les conditions dans lesquelles ils doivent l'exercer.

Et parce que nous avons des propositions concrètes :

- Augmenter le point d'indice et mettre plus de transparence dans l'attribution des primes
- Mieux prendre en charge les risques psychosociaux en écoutant les agents, en leur permettant de s'exprimer sur leur travail et les transformations qu'il subit

- Garantir des fonctions publiques inclusives, avec une véritable égalité entre les femmes et les hommes, une égalité salariale mais également dans l'évolution des carrières.

Nous gagnerons en montrant aux agentes et aux agents ce qu'il est possible d'obtenir et comment nous allons l'obtenir. Parce que c'est notre méthode : proximité, partir de leurs réalités, construire le rapport de force et transformer des revendications en avancées concrètes.

Et cette capacité à agir, nous allons aussi la montrer très vite. Le 29 septembre, nous serons mobilisés pour les salaires des agents et agentes publics.

5. Pouvoir d'achat et partage de la valeur

La question du pouvoir d'achat ne concerne évidemment pas seulement les agents publics. Les salariés sont tout aussi concernés.

On nous dit que l'inflation ralentit. C'est vrai. Mais lorsque l'inflation baisse, les prix ne baissent pas : ils augmentent moins vite.

Pendant ce temps, le loyer reste à payer, les courses restent à faire, les factures d'énergie arrivent. Beaucoup de travailleurs ont donc le sentiment de travailler autant, parfois davantage, tout en ayant moins de marge de manœuvre. Il y a un sentiment de déclassement et d'injustice quand les plus riches semblent chaque jour le devenir davantage.

Il faut l'entendre, mais surtout agir là où les choses se décident réellement : dans les entreprises, dans les branches, sur les salaires, les classifications et les déroulements de carrière.

Parce qu'un SMIC qui devient progressivement un salaire de toute une carrière, ce n'est pas acceptable. La question n'est pas seulement de savoir combien quelqu'un gagne lorsqu'il entre dans l'entreprise, mais aussi ce qui se passe après cinq, dix ou vingt ans : les compétences acquises sont-elles reconnues ? Les responsabilités riment-elles encore avec progression salariale ? Une carrière permet-elle encore de progresser ?

Cela nous ramène au partage de la valeur. Quand une entreprise crée davantage de richesse, comment est-elle répartie ? Quelle part revient au travail, quelle part au capital, quelle part est réinvestie ? Et avec l'intelligence artificielle et les gains de productivité qu'elle pourra générer, cette question sera encore plus importante.

La CFDT a obtenu des avancées, notamment avec l'accord sur le partage de la valeur, et nous continuons à nous battre sur la transparence salariale. Mais aucun accord national ne remplacera le rapport de force dans les entreprises et les branches. Encore moins quand cet accord national n'est pas respecté par une partie des signataires, à savoir le patronat.

Apposer sa signature au bas de la page implique une responsabilité et des devoirs. Que sont devenus les engagements du patronat sur la mixité des métiers, sur les classifications, sur la participation dans les petites entreprises ? Nous saurons le leur rappeler dès septembre ! Et les augmentations de salaires que nous revendiquons, il faudra aller les chercher avec les salariés.

Et puis, il y a aussi des victoires. Le ministre du Travail l'a annoncé tout à l'heure : le projet de loi de transposition de la directive européenne sur la transparence salariale arrivera enfin au Parlement.

C'est une avancée importante, parce que cette transparence donnera de nouveaux outils aux travailleurs et à leurs représentants pour objectiver les écarts de rémunération, notamment entre les femmes et les hommes, et agir pour les corriger.

Cette transposition, nous la demandons depuis des mois. Nous l'avons portée et défendue. Son arrivée au Parlement, c'est aussi le résultat de notre action. Il faut maintenant à ce qu'elle soit mise à l'agenda de l'Assemblée nationale.

6. Travail, emploi, retraites : poursuivre le travail de fond

Cette rentrée sera également marquée par les propositions issues des concertations de la Conférence Travail, Emploi, Retraites, qui, c'est assez rare et parce que la CFDT l'a demandé, a traité des enjeux pour tous les travailleurs, du privé comme du public.

Les travaux se sont achevés au début du mois de juillet et les conclusions doivent arriver dans les jours à venir. Dans un monde où le dictat de l'actualité et du clash prend le pas sur le travail de fond et la concertation, prendre plusieurs mois pour travailler sérieusement sur l'avenir du travail, l'emploi et les retraites n'est vraiment pas du temps perdu.

Ces sujets ne font pas tous les jours la une, mais ce sont les sujets de la vie réelle : entrer dans l'emploi et y rester, se former, changer de métier, traverser une période de chômage, finir sa carrière, prendre en compte la pénibilité, articuler le travail avec le reste de sa vie et, finalement, partir à la retraite.

Nous attendons maintenant des suites concrètes sur la pénibilité, les parcours professionnels, l'emploi des seniors et les différents temps de la vie.

Et derrière tous ces sujets, il y a une même question : comment le travail se transforme, et avec quelles conséquences pour celles et ceux qui le font ?

Lorsqu'on parle de la progression des arrêts maladie, par exemple, regardons aussi ce qui se passe dans le travail. Cela fait des années que la CFDT demande que l'on analyse les transformations des organisations, l'intensification du travail et l'usure professionnelle, plutôt que de réduire le sujet au comportement individuel des travailleurs.

Et ces transformations vont encore s'accélérer avec l'intelligence artificielle. Elle est déjà présente dans les entreprises et les administrations et va impacter en profondeur le travail et l'emploi. La question maintenant, ce n'est plus d'être pour ou contre l'IA. Elle est là. Ce qui compte, c'est ce qu'on en fait.

Est-ce qu'elle améliore réellement le travail ou est-ce qu'elle l'intensifie ? Supprime-t-elle des tâches sans intérêt ou surtout des emplois ? Quelle place reste à la décision humaine ? Comment anticipons-nous les besoins de formation ? Et lorsque les gains de productivité seront au rendez-vous, qui en bénéficiera ?

Ce sont des sujets de travail. Ils doivent donc devenir des sujets de dialogue social. Le Premier ministre l'a d'ailleurs dit dans son interview : il souhaite qu'on s'en saisisse.

Pour la CFDT, la réponse est évidemment oui. C'est ce que nous avons demandé depuis des mois.

Ces sujets vont aussi donc nourrir l'agenda social autonome des partenaires sociaux. La CFDT veut y faire vivre pleinement la démocratie économique : discuter de notre modèle productif, des grandes transformations qui l'attendent, de ce que signifie encore la croissance dans un monde aux ressources finies et, surtout, du contenu de cette croissance.

Grâce à la CFDT, l'intelligence artificielle est désormais inscrite à cet agenda. Nous voulons aussi qu'il permette enfin d'ouvrir la négociation sur les parcours syndicaux, pour mieux reconnaître et sécuriser l'engagement de celles et ceux qui font vivre le dialogue social.

7. Budget : un effort ne peut être accepté que s'il est juste

A l'automne 2026 il sera beaucoup question de budgets.

Le PLF et le PLFSS seront des rendez-vous essentiels, parce qu'un budget dit concrètement les priorités que l'on se donne.

Personne ici ne nie l'état de nos finances publiques. Le déficit existe, la dette existe et il faudra faire des choix.

Mais le débat commence là : quels choix, et surtout, qui porte l'effort ?

Un budget n'est pas un exercice de plomberie comptable où il suffirait de trouver quelques milliards et de chercher ensuite où les prélever. Réduire les moyens d'un service public est un choix. Reporter un investissement en est un autre. Demander davantage à un malade, à un retraité ou à un salarié en est un. Et décider de ne pas toucher à certaines recettes, niches fiscales ou aides publiques en est également un.

Nous ne dirons donc pas que tout effort est impossible. Mais nous demanderons comment il est réparti.

Parce que le partage de l'effort compte autant que son montant.

Les recettes doivent être mises sur la table autant que les dépenses. Nous devons pouvoir parler de la contribution des revenus les plus élevés et des patrimoines les plus importants, de la fiscalité du capital, de l'efficacité des aides publiques aux entreprises et des contreparties que nous sommes en droit d'attendre.

Demander un effort collectif ne signifie pas demander le même effort à chacun. Celui qui compte chaque euro à la fin du mois et celui qui dispose d'un patrimoine de plusieurs millions d'euros ne sont pas dans la même situation.

Et puis un budget ne sert pas seulement à boucler l'année suivante. Il doit préparer aussi les dix ou quinze années qui viennent.

Si nous réduisons aujourd'hui nos investissements dans l'éducation, la formation, la santé, la recherche, la rénovation énergétique ou l'adaptation au changement climatique, nous améliorerons peut-être certaines lignes comptables à court terme, mais nous préparerons une facture beaucoup plus lourde pour demain.

Le sérieux budgétaire est indispensable. Mais le sérieux, ce n'est pas seulement savoir couper. C'est aussi savoir investir et savoir dans quoi il serait irresponsable de ne plus investir.

8. 2027 : remettre les idées avant la communication

Et puis il y a 2027.

Nous sommes aujourd'hui à la Cité des sciences et de l'industrie et, à quelques mètres d'ici, une exposition s'appelle *Frontière*. Elle rappelle qu'une frontière peut séparer, mais qu'elle peut aussi être un lieu de passage, d'échange et de coopération.

Il y a certainement quelque chose à en retenir au moment où notre pays entre dans une campagne présidentielle.

En démocratie, il y a des frontières politiques, des désaccords et parfois des visions de la société qui s'opposent profondément. C'est normal. Mais une élection devrait d'abord être une confrontation d'idées et de projets, pas une confrontation de stratégies de communication.

Quel modèle productif voulons-nous ? Quelle place pour les services publics ? Comment finance-t-on notre protection sociale ? Comment organise-t-on la transition écologique ? Quelle place donnons-nous au travail, au dialogue social et aux corps intermédiaires ?

Or nous avons souvent le sentiment que les choses sont faites à l'envers : chercher d'abord la bonne vidéo, la formule qui sera reprise ou la polémique qui fera réagir, avant de réfléchir à ce que l'on veut dire. Les réseaux sociaux ont changé la manière de faire

campagne, évidemment, mais un outil de communication ne peut pas devenir notre modèle de démocratie.

Il existe une voie facile : simplifier, désigner un responsable, opposer les uns aux autres, conflictualiser chaque sujet. Cela peut permettre de gagner de l'attention, parfois des voix. Mais après ?

Au lendemain de l'élection, il faudra toujours que le Gouvernement travaille avec le Parlement, que l'État dialogue avec les collectivités, que les employeurs négocient avec les syndicats et que la société civile organisée prenne sa place. Nous devons composer ensemble.

Cela ne signifie pas effacer les désaccords. Une démocratie a besoin de vrais choix. Mais la confrontation des idées n'est certainement pas le conflit permanente-. La démocratie consiste aussi à savoir où placer cette frontière-là.

Et surtout, nous ne pouvons pas mettre le pays en pause jusqu'au printemps 2027. Le chômage, les restructurations, les difficultés des services publics, le pouvoir d'achat, le climat ou l'intelligence artificielle n'attendront pas.

Il faut continuer à gouverner, négocier et décider jusqu'au dernier jour.

Et nous devons aussi tirer les enseignements de ce que nous avons vécu en 2024. Il y a un peu plus de deux ans, beaucoup ont eu le sentiment que notre démocratie pouvait basculer. Elle a tenu. Mais les causes profondes de cette crise sont toujours là : le sentiment d'abandon, les difficultés d'accès aux services publics, la précarité, la perte de confiance dans notre capacité collective à changer les choses.

Face à ces difficultés, l'extrême droite n'est pas une solution. Elle désigne des responsables, mais elle ne traite pas les causes. Elle divise quand les défis auxquels nous sommes confrontés exigent au contraire du collectif et des réponses concrètes.

Elle est aujourd'hui plus que jamais aux portes du pouvoir. Cela doit nous conduire à une exigence : sortir d'une vieille maladie française, celle de l'homme ou de la femme providentiel. Cette idée qu'une élection, et surtout une personne, pourrait soudainement régler l'ensemble de nos problèmes.

Ou, comme diraient probablement certains des plus jeunes dans cette salle : le syndrome du personnage principal.

Tout ne tourne pas autour d'une personne. Et heureusement.

La CFDT prendra toute sa place dans la campagne qui vient. Elle ne se cachera pas, prendra ses responsabilités, fidèle à son histoire et à ses valeurs. Nous ne choisirons pas à la place des citoyens. En revanche, nous participerons pleinement à la confrontation des idées et nous interpellons les candidates et les candidats sur le travail, les salaires, les retraites, les services publics, la transition écologique et notre protection sociale.

Conclusion

Mes chers camarades,

Toutes ces échéances nous disent la même chose : nous sommes à un moment historique. Dans notre manière de travailler, dans notre rapport à la ressources planétaires, mais aussi dans notre manière de faire société.

Les choix qui viennent sont importants. Est-ce que nous continuons à privilégier le court terme quand les défis exigent de penser le long terme ? Est-ce que nous acceptons que les intérêts particuliers prennent le pas sur l'intérêt général ? Est-ce que nous laissons la communication remplacer le débat, et la démagogie prendre la place de la démocratie ?

La réponse ne viendra pas d'une personne seule. Elle viendra de notre capacité collective à débattre, à négocier, à construire et à agir. C'est précisément le rôle d'une organisation comme la nôtre.

C'est ce que nous incarnons.

Nous entrerons donc dans ces débats avec nos convictions, notre méthode et notre responsabilité : défendre le travail, faire vivre la démocratie sociale et porter l'intérêt général.

Une démocratie ne fonctionne pas uniquement au moment où l'on glisse un bulletin dans une urne. Elle fonctionne tous les jours, dans les entreprises, les administrations, les territoires, dans les négociations et dans la capacité des travailleurs à s'organiser pour peser sur les décisions qui les concernent.

C'est notre place. C'est notre responsabilité.

Bonne rentrée à toutes et à tous.

Et maintenant, au travail.